



## NDH-CAMEROUN

*Défendre et étendre les Droits de l'Homme partout où ils  
sont bafoués*

# RAPPORT D'ACTIVITES 2012



## SOMMAIRE

### **MOT INTRODUCTIF DE LA DIRECTRICE EXECUTIVE**

#### **Première partie: APPUI AU PROCESSUS DEMOCRATIQUE**

**Chapitre 1:** NDH-Cameroun sensibilise les personnes handicapées sur le processus électoral : « Ma VOIX COMPTE »

**Chapitre 2:** NDH facilite l'accès à l'information électorale au Cameroun.

**Chapitre 3:** Programme « Volontaire pour la Démocratie et la Paix »

**Chapitre 4:** Plaidoyer pour l'élaboration et l'adoption d'un Code Electoral au Cameroun

- I- Concertation Nationale de la Société Civile (CONASC)
- II- Concertation avec le Premier Ministre, Chef du gouvernement
- III- Arrestation devant le Parlement

#### **Deuxième partie: PROMOTION DES DROITS DE L'HOMME**

**Chapitre 1 :** Implication de Nouveaux Droits de l'Homme dans les activités de promotion des droits de l'homme

**Chapitre 2:** Renforcement du partenariat NDH – Gouvernement

- I- Validation du Rapport du gouvernement sur l'état des Droits de l'Homme au Cameroun en 2012
- II- Validation du Plan d'Action National de Promotion et de Protection des Droits de l'Homme (Ministère de la justice)
- III- Séminaire sur la prévention et la répression de la torture (Ministère de la justice – Commission Africaine des Droits de l'Homme et des peuples)
- IV- Atelier de renforcement des capacités des journalistes et des défenseurs des Droits de l'Homme sur les normes internationales régionales et nationales des Droits de l'Homme en matière de liberté de la presse et de déontologie journalistique (Ministère de la communication)

**Chapitre 3:** Participation à l'élaboration du Rapport annuel 2012 sur l'état des Droits de l'Homme au Cameroun

#### **Troisième Partie: PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME**

**Chapitre 1:** Accueil, assistance et accompagnement des victimes

#### **Quatrième partie: ACTIONS TRANSVERSALES**

**Chapitre 1:** NDH soutient les DESC :

- 1) Agir pour les jeunes de Yaoundé 2
- 2) Sensibilisation sur les dangers des médicaments contrefaits.

**Chapitre 2:** Renforcement institutionnel NDH

**Chapitre 3:** Admission des étudiants en stage académique à NDH-Cameroun

ANNEXE



## PROPOS INTRODUCTIFS

Nouveaux Droits de l'Homme-Cameroun, en cette année 2012, s'est attelé à un travail de dur labeur tant dans le domaine de protection des Droits de l'Homme que dans celui de la promotion de la Démocratie.

Après l'élection présidentielle de 2011, les élections municipales et législatives ont été annoncées pour l'année 2012 d'où le dévouement de NDH-Cameroun qui ne cessera de prôner des élections libres et transparentes au Cameroun.

Ainsi, dans le but de satisfaire ses missions et de garder son rang d'Association leader dans le domaine des Droits de l'Homme, NDH s'est vu intervenir avec ardeur dans divers aspects de la société tels que:

- Le processus démocratique principalement avec son programme « Volontaires pour la Démocratie et la Paix (VDP) » et son projet de sensibilisation des personnes handicapées baptisé « Ma Voix Compte » :
- La promotion des droits de l'Homme avec un grand accent sur le renforcement du partenariat NDH-Gouvernement du Cameroun ;
- La protection des droits de l'homme à travers l'assistance et l'accompagnement des victimes de violation divers.

L'opportunité m'est ici donner de relever l'appui majeur tant sur le plan technique, financier que moral que nous avons reçu des organisations partenaires nationales et internationales, des institutions et des bailleurs de fonds divers au cours de la réalisation de nos activités. Il s'agit entre autres des organisations telles que Solution Cameroun, All Women Together, SOS Jeunesse Libre, la Plateforme de la société civile pour la démocratie, le Forum de la société civile pour la démocratie, le ROAD, NDH-France, OSIWA, Counterpart International, l'Ambassade des Etats-Unis, et bien d'autres. Je saisis également cette occasion pour leur montrer notre reconnaissance vis-à-vis de ce soutien qu'ils ne cessent d'apporter à NDH et leur souhaiter longue vie.

De même, ma gratitude va à l'endroit du Conseil National de NDH qui n'a cessé d'apporter à moi-même et à mon équipe son soutien tout au long de cette année.

Pour conclure, je dirai que NDH évolue actuellement dans son programme de formation des Volontaires pour la Démocratie et la Paix à travers les régions du Cameroun. Bon nombre de citoyens camerounais toute tranche d'âge confondue sont entrain d'être formés sur la gouvernance locale non seulement dans le but d'une participation massive à la vie politique du pays mais aussi pour l'observation des élections municipales et législatives programmées.

**Cyrille Rolande BECHON**  
**Directrice Exécutive de NDH**

**Première partie:**

**APPUI AU PROCESSUS DEMOCRATIQUE**

## Chapitre 1

### **NDH-Cameroun sensibilise les personnes handicapées sur le processus électoral : « MA VOIX COMPTE »**

#### **1) Contexte**

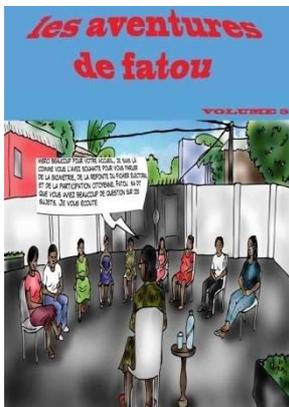
Le projet « *Ma voix Compte !!!* » est une initiative de NDH, appuyée par le peuple américain à travers *USAID/Counterpart International* et ayant pour partenaire de mise en œuvre le *Groupe d'Action pour la Promotion des Personnes Handicapées (GAPPH)*. Ce projet est une réponse stratégique efficace qui entend s'attaquer à certains problèmes démocratiques qui s'enracinent dont principalement :

- le désintéressement des femmes et des personnes handicapées à la vie politique en générale et aux élections en particulier ;
- l'absence de formation accessible et transparente sur la biométrie dans un processus électoral ;
- le déficit de confiance des femmes et des jeunes camerounais au processus électoral camerounais.

#### **2) Objectif**

Dans le but de résoudre ces problèmes et de renforcer la participation aux prochaines élections législatives et municipales au Cameroun, des animateurs formés ont été déployés afin de mener des sessions d'information et de sensibilisation dans les associations de femmes et de groupes de personnes handicapées de la région du Centre.

#### **3) Production d'un outil de sensibilisation**



Pour mieux conduire ces causeries, un outil de communication a été produit. Il s'agit de la bande dessinée dénommée « *Les Aventures de Fatou 5* ». Cette brochure présente et explique aux lecteurs le processus électoral sous l'ère biométrique d'une part et l'importance de la participation aux élections locales d'autre part.

#### **4) Activités menées**

Ainsi, afin de mener à bien cette mission d'information et de sensibilisation de la population, les activités suivantes ont été menées:

- **Réalisation de 20 causeries éducatives avec les groupes de femmes :**

Les volontaires repartis en groupe de 02 personnes, sont descendus dans les associations de femmes pour assurer les causeries éducatives. En général, au cours de ces causeries, il était question d'attirer l'attention des membres de ces associations sur la nécessité pour eux de s'inscrire sur les listes électorales à l'ère de la biométrie.

- **Organisation d'un atelier de sensibilisation de personnes handicapées sur la refonte biométrique :**

Après information et inscription pour l'atelier de sensibilisation sur la refonte biométrique, des personnes handicapées retenues ont été formées. Cet atelier qui avait pour objectif de mieux outiller ces derniers non seulement sur la nécessité de s'inscrire sur les listes électorales mais aussi sur le processus des inscriptions biométriques, a eu lieu au Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme en Afrique Centrale (CNUDHD-AC).

- **Organisation d'un match de basket Ball pour personnes handicapées :**

Il s'agissait d'un match de Basket Ball entre 02 équipes constituées de personnes handicapées organisé dans le cadre de la sensibilisation de ce public pour une participation massive aux prochaines élections législatives et municipales à venir au Cameroun.

Cette activité s'est déroulée à l'esplanade du terrain de basket Ball du Centre National de Réhabilitation des Personnes Handicapées d'Etoug Ebé sous le thème : « **La participation au processus électoral des personnes handicapées** ». Après un bref entretien du public sur la participation au processus électoral, le coup d'envoi du match a été lancé.

Pour clôturer les activités de la journée, les certificats de l'atelier de sensibilisation pré organisé au CNUDHD-AC ont été remis aux bénéficiaires.

### 5) Conclusion

A la fin du projet « *Ma voix compte* », NDH peut dire qu'environ 70% des femmes et personnes handicapées ont compris la biométrie et accepté de s'impliquer davantage dans le processus électoral.

De même, la participation aux élections locales des femmes et des personnes handicapées dans la région du centre a progressé de 30%.

## Chapitre 2

### *NDH facilite l'accès à l'information électorale au Cameroun* **« LA PLATE FORME E-ELECTION »**

#### 1) Contexte et justification

Le projet « Accès à l'information électorale » est une réponse complémentaire et efficace qui vient renforcer la compréhension du processus électoral à travers la facilitation de l'accès à l'information électorale dans cette nouvelle ère électorale dominé par la Biométrie.

Considérant les élections législatives et municipales de 2013, il a pour mission de s'attaquer à des problèmes spécifiques liés à la participation électorale. Il s'agit entre autre :

- Du désintéressement des jeunes à la vie politique en général, aux élections et la gouvernance locale en particulier (l'apathie électorale) ;
- De l'insuffisance de l'information et de connaissances sur le processus électoral en général et la biométrie en particulier ;
- De l'absence d'informations techniques et pratiques sur le procédé biométrique au Cameroun ;
- De l'inexistence d'un calendrier clair et fiable de déroulement du processus électoral au Cameroun.

## 2) Objectif du projet

Après l'éducation sur la biométrie et la sensibilisation des femmes conduit dans le cadre du projet « Ma voix compte !!! », la quintessence du projet « Accès à l'information électorale » est de rendre disponible et en temps réel le maximum d'informations sur les élections au Cameroun et le nouveau processus tout en suscitant une discussion informative sur la problématique à travers les technologies de l'information et de la communication.

## 3) Documents produits



La Conception, la production et la distribution des autocollants et des affiches ont permis d'informer la population en général, et les jeunes en particulier sur l'existence de la plate-forme **E-Election** préalablement mise sur pied.

La plate-forme **E-Election** est une plate-forme d'éducation, d'information et de communication sur les élections au Cameroun constituée d'un site Web ([www.electiononline.net](http://www.electiononline.net)), d'un compte Twitter et d'une page Facebook. Dans le cadre des activités de ce projet, une conférence de présentation de cette Plateforme a été également organisée.

## 4) Résultats

Au terme de ce projet, plus de 2000 tweets enregistrés, un compte facebook « cameroon élections » a été créé et mobilise actuellement près de 2000 membres et environ 80% des informations sur les élections sont disponibles sur le site.

# Chapitre 3

## PROGRAMME

### « VOLONTAIRE POUR LA DEMOCRATIE ET LA PAIX »

#### 1) Contexte

Le projet « *Volontaire pour la démocratie et la paix* »(VDP) est né du souci permanent de Nouveaux Droits de l'Homme de redonner confiance aux citoyens sur le processus démocratique camerounais.

L'objectif du projet **VDP** est de contribuer, grâce à l'implication citoyenne et responsable de la société civile, au processus de démocratisation et de promotion de la bonne gouvernance locale à travers la création dans les régions cibles des pools de volontaires formés et engagés dans le processus électoral, dans le dialogue et la médiation sociale, le suivi de la démocratie et de la gouvernance locale. C'est un projet qui s'étend sur une période de 2 ans.\*

## 2) Objectifs du programme

Dans le cadre du projet VDP, il s'agit de résoudre les principaux problèmes sous-cités :

- ✓ L'apathie électorale et politique caractérisée par une très faible participation au processus démocratique.
- ✓ La crise de confiance entre les citoyens et les hommes politiques doublée du désintérêt des citoyens aux questions de citoyenneté, de politique et de gouvernance locale et nationale;
- ✓ L'absence de dialogues au niveau local et national entre administrés d'une part, et élus et autorités administratives d'autre part.
- ✓ L'inexistence d'une veille démocratique citoyenne susceptible de compenser le discrédit actuellement jeté sur ELECAM.
- ✓ La menace sur la stabilité et la paix au lendemain des consultations électorales.



## 3) Activités

### 3.a) Activités prévues

Pour ainsi résoudre ces divers problèmes, un grand nombre d'activités a été prévu :

- Organisation de l'atelier plurirégional de formation des formateurs:
- Organisation des ateliers régionaux de formation:
- Organisation des séminaires départementaux et création des ComDEPAX
- Installation des ComDEPAX
- Mise en place des guichets de la démocratie
- Organisation des dialogues démocratiques
- Production et la diffusion des outils d'information, d'éducation et de communication.

### 3.b) Activités menées

Au terme de l'année 2012, maintes de ces activités ont déjà été menées à savoir :

#### 3. b.1) Production et la diffusion des outils d'information, d'éducation et de communication :

Dans l'objectif de mener à bien les formations, des documents ont été produits : dépliants, affiches, Bande Dessinée « Les Aventures de Fatou 6 », autocollants, et guide du Volontaire pour la Démocratie et la Paix.

#### 3. b.2) Organisation de l'atelier plurirégional de formation des formateurs:

Un atelier plurirégional de renforcement des capacités des volontaires formateurs sur la thématique du projet a été organisé à Douala. 40 formateurs ont ainsi été formés au niveau national.

### 3. b.3) Organisation des ateliers régionaux de formation:

Des ateliers régionaux de formations ont été organisés dans 05 régions du Cameroun (Littoral, Ouest, Centre, Nord-Ouest et Nord) à l'issue desquels nous avons une moyenne de 40 jeunes volontaires qui ont été formés dans chaque région, soit un total d'environ 200 volontaires.



### 3. b.4) Organisation des séminaires départementaux et création des ComDEPAX:

Il s'est agi premièrement de mener des causeries éducatives dans les départements des régions susmentionnées et ensuite, de structurer les volontaires formés en Comités locaux des volontaires pour la démocratie. (ComDEPAX). Environ 900 jeunes volontaires ont été formés et impliqués dans la veille citoyenne.

## 4) Conclusion

En somme, l'organisation de ces activités dans l'ensemble, s'est effectuée sans déficit majeur et surtout nous ne sommes pas restés indifférents face à l'engagement des volontaires en général et ceux de la région du Nord en particulier, vu le taux d'analphabétisation de ladite région. Les médias (Radio, Télé, Presse écrite) et les autorités gouvernementales quant à eux, sont et demeurent d'un grand apport dans la réalisation de ce projet.

Le projet n'étant pas achevé, certaines activités du projet VDP (**Installation des ComDEPAX, Mise en place des guichets de la démocratie, Organisation des dialogues démocratiques**) restent encore à mener.

## Chapitre 4:

### PLAIDOYER POUR L'ELABORATION ET L'ADOPTION D'UN CODE ELECTORAL AU CAMEROUN

#### 1) CONCERTATION AVEC LE PREMIER MINISTRE, CHEF DU GOUVERNEMENT

##### *Contexte*

La dernière élection présidentielle du 09 octobre 2011 a d'avantage renforcé le fossé entre les gouvernants et les citoyens qui, pour beaucoup estiment que par la fraude massive, ils ont été dépouillés de leur souveraineté et de leurs droits de choisir librement. Les révélations du Président d'Elecam ont finalement confirmé le fait que tous les chiffres prononcés par la Cour Suprême concernant ces résultats étaient problématiques. Même le président de la République- vainqueur de ladite élection a reconnu les nombreux dysfonctionnement/irrégularités du système électoral camerounais et a même promis y remédier avant les nouvelles consultations électorales.

Cette volonté politique s'est traduite dans la réalité par deux faits majeurs. Le premier fait est l'engagement subite d'ELECAM à procéder à la Refonte des listes électorales par l'utilisation de la biométrie en lieu et place de la révision qui jusque là était en vigueur. Dans cette optique et dans le but de mener un processus inclusif, le Conseil Electoral a consulté un grand nombre d'acteurs du processus électoral parmi lesquels les dirigeants de Nouveaux Droits de l'Homme. Le deuxième fait, plus important que le premier, est la consultation menée par le Premier Ministre-Chef du Gouvernement et sur instruction du Président de la République, pour l'élaboration d'un code électoral unique. Les OSC de crédibilité établie au rang desquelles Nouveaux Droits de l'Homme Cameroun ont pris une part active à cette consultation destinée à préparer la mise en place d'un Code électoral Unique au Cameroun.

**Lieu et date de la réunion** : 28 février 2012 à 15 heures

### **Objectif**

Recueillir les propositions des acteurs du processus électoral pour l'élaboration d'un Code électoral inclusif et jouissant d'un consensus national

### **Résultat**

NDH-Cameroun a solennellement présenté au Premier Ministre et ses collaborateurs présents les améliorations indispensables pour un bon Code électoral et à la hauteur des attentes des citoyens. NDH-Cameroun a par ailleurs informé le PM de ce qu'une concertation nationale de la société civile était prévue à cet effet et qu'il serait le premier destinataire des résultats desdites assises.

## **2) CONCERTATION NATIONALE DE LA SOCIETE CIVILE (CONASC)**

Dans le cadre de la réforme du système électoral Camerounais, d'où l'élaboration d'un Code Electoral Unique, le Président de la République a prescrit que tous les acteurs politiques et sociaux soient associés au processus d'élaboration dudit Code Electoral. C'est dans cette perspective que la Société Civile s'est réunie le 09 mars 2012 à la salle de Conférence de l'Hôtel Felydac de Yaoundé, afin de s'accorder sur les manquements par eux relevés. A l'issue de cette Concertation Nationale de la Société Civile en abrégé CONASC, il en ressort les propositions ci-après:

- 1- Le code électoral unifié pour toutes les élections ;
- 2- L'âge électoral fixé à 18 ans ;
- 3- Un niveau d'étude minimal pour les candidats aux élections, surtout les législatives et les municipales;
- 4- La durée de la campagne électorale fixée à un mois ;
- 5- Le calendrier électoral confirmé au moins un an à l'avance et à la charge d'ELECAM ;
- 6- La limitation des mandats à deux (02) pour les présidentielles ;
- 7- La durée du mandat effectif soit la même pour toutes les élections ;
- 8- Renforcer l'autonomie d'ELECAM afin que cet organe ne réponde de ses missions que devant l'assemblée nationale, et revoir sa configuration en tenant compte des différentes familles d'acteurs ;
- 9- Respect du quota de 30% des femmes à l'assemblée nationale, et à la magistrature municipale ;
- 10- Des dispositions particulières pour faciliter la participation de personnes handicapées ;
- 11- L'augmentation du financement des partis politiques.
- 12- Les candidats doivent pouvoir lire et écrire le français ou l'anglais
- 13- Durée du mandat à harmoniser (présidentielles, législatives et municipales)

- 14- Redéfinir les conditions de création des circonscriptions électorales pour les législatives en évitant les circonscriptions spéciales
- 15- La biométrie doit être consacrée par la loi
- 16- Echéances régulières pour la refonte
- 17- Redéfinition des procédures du contentieux pré et post électoral en permettant à Elecram de connaître certains cas.

### **3) ARRESTATION DEVANT LE PARLEMENT**

#### ***Déclaration du Forum de la Société Civile pour la Démocratie***

Le Forum de la Société Civile pour la Démocratie informe la communauté nationale et internationale que 05 citoyens, parmi lesquels trois (03) responsables d'organisation membre du Forum ont été menacés et arrêtés devant l'Assemblée Nationale ce matin.

Il s'agit de :

- Monsieur Philippe NANGA, Coordonateur de l'ONG Un Monde Avenir basé à Douala,
- Mme Cyrille Rolande BECHON, Directrice Exécutive de Nouveaux Droits de l'Homme Cameroun
- M. Hervé ZOUABET, Président de l'ADDEC.

Il est exactement 11h10 lorsque ces leaders de la Société Civile sont brusquement interrompus dans leur concertation devant l'Assemblée Nationale par une cinquantaine de policiers, menacés et embarqués manu militari au Commissariat Central N° 1 sous le regard inquisiteur des passants.

Ils ont été relâchés 02 heures plus tard après s'être longuement entretenus avec le Commissaire Central sur l'objet de leur présence à cet endroit à cette heure là.

Le Forum de la Société Civile pour la Démocratie, au regard de ce qui précède,

- Condamne avec la dernière énergie les actes d'intimidation et de violation récurrente des droits de l'Homme par les forces de sécurité camerounaises.
- Rappelle à l'autorité administrative qui a ordonné ces arrestations et aux forces de l'ordre qui l'on exécuté qu'il ne s'agit ni plus ni moins des arrestations arbitraires et des traitements cruels, inhumains et dégradants
- Exige que tels actes ne se reproduisent plus car le Cameroun est un Etat de Droit dans lequel les citoyens peuvent circuler et s'exprimer librement
- Réitère sa détermination à faire savoir aux députés actuellement en session extraordinaire sur le Code électoral Unique, que la Société Civile rejette le texte actuellement en discussion à l'Assemblée.
- Demande enfin que les propositions de la Société Civile formulées lors de la concertation avec le Premier Ministre soient effectivement prises en compte.

Fait à Yaoundé, le 11 avril 2012

Deuxième partie

**PROMOTION DES DROITS DE L'HOMME**

**Chapitre 1 :****IMPLICATION DANS LES ACTIVITES DE PROMOTION DES DROITS DE L'HOMME INITIEES PAR D'AUTRES STRUCTURES.**

Date et lieu	Activité	Résumé de l'activité	Organisateurs et partenaires
9 février 2012 Ambassade des Etats Unis, Yaoundé	vidéoconférence sur le thème : <i>La société civile au Cameroun : au-delà des élections</i>	Il était question de discuter sur la contribution de la société civile pour l'amélioration des scrutins à venir au Cameroun	Freedom House et Counterpart international
15 février 2012 au CNUDHD, Yaoundé	CARREFOUR LITTERAIRE sur le thème : « <i>Partis politiques, droits de l'homme et processus électoral au Cameroun</i> »	Au cours de ce Carrefour littéraire il s'agissait de renforcer les capacités des partis politiques dans la promotion et la protection des droits de l'homme avant, pendant et après les échéances électorales	CNUDHD
17 Février 2012 au CNUDHD, Yaoundé	Entretien sur le plaidoyer pour l'adoption d'une législation sur le travail domestique au Cameroun	Il était question de s'entretenir sur le projet de Plaidoyer pour l'adoption d'une loi sur le travail domestique et de solliciter le soutien de l'organisation dans la mise en œuvre de l'initiative.	NDH, Horizons Femmes, FOCAP
17 Février 2012 Au CNUDHD Yaoundé	Entretien sur le plaidoyer pour l'adoption d'une législation sur le travail domestique au Cameroun	Il était question de s'entretenir sur le projet de Plaidoyer pour l'adoption d'une loi sur le travail domestique et de solliciter le soutien de l'organisation dans la mise en œuvre de l'initiative.	CNUDHD
27 Mars 2012 à l'Hôtel Azur de Yaoundé	Rencontre régionale entre les OSC et le Projet d'Appui à la Société civile (PASC)	L'objectif général était d'« <i>amorcer le processus d'actualisation de l'état des lieux de la société civile du Cameroun dans l'optique d'établir une situation de référence du PASC</i> ».	PASC
27, 28, 29 mars 2012 Hôtel Mansel, Yaoundé	Séminaire sur les droits humains et minorités homosexuelles	Il était question de poser de façon constructive et responsable le débat sur les droits des minorités homosexuelles et de doter les participants d'outils permettant de renforcer leurs capacités en matière de protection et de défense des droits de l'homme.	association SID'ADO

du 02 au 05 Avril 2012 au Mansel Hôtel, Yaoundé	Atelier de formation des médias sur : « <i>le rôle des médias dans le processus électoral au Cameroun</i> »	L'atelier avait pour but de : - Renforcer la capacité des OSC et des médias pour leur implication spécifique dans de la programmation des élections de 2012 ; - Renforcer la capacité des organisations de la société civile à adhérer à des pratiques de meilleure surveillance nationales des normes électorales ; - Améliorer la capacité des médias à fournir une information objective, factuelle complète de la couverture des élections.	Counterpart International en partenariat avec Freedom House
03 Avril 2013, CNUDHD-AC, Yaoundé	Atelier de formation des Organisations de la Société Civile sur les techniques de monitoring et de reporting en Droits de l'Homme	L'atelier était destiné à renforcer les capacités des participant/es en matière de techniques de monitoring et de reporting en Droits de l'Homme.	CNUDHD et les OSC travaillant dans le domaine des droits de l'homme
11 Avril 2012 à la Maison des jeunes de Nkomkana, Yaoundé	Concertation régionale Pour la proposition du mandat de représentation des OSC du Centre au Comité de Pilotage (COFIL) du PASC	Les travaux ont porté sur la proposition d'un mécanisme régional de concertation et de prise de décision et le vote du représentant de la Société Civile au COFIL du PASC. Le document de mandat a été soumis à l'examen et l'appréciation de l'ensemble des participants et des améliorations y ont été apportées séance tenante.	PASC
12 Avril 2012 Fondation Friedrich Ebert Stiftung, Yaoundé	Débat sur le projet de lutte contre la fraude électorale au Cameroun	Il était question au cours de la rencontre d'échanger sur les différentes techniques de fraude qui s'opèrent lors du processus électorale et d'envisager de manière concrète des actions à mettre en œuvre pour éradiquer le phénomène.	Fondation Friedrich Ebert Stiftung
24 Avril 2012 Friedrich Ebert Stiftung, Yaoundé	Programme de travail de restitution Lutte contre la fraude électorale	Il s'agissait d'une concertation de FES avec les partis politiques et les OSC sur les moyens de lutte contre la fraude électorale	Fondation Friedrich Ebert Stiftung
26 Avril 2012, Counterpart International, Yaoundé	Echange et partage dans le cadre du programme «Strengthening civic engagement in Cameroon »	Cette activité a permis d'échanger et de partager sur les stratégies pour l'observation du processus électoral.	Counterpart International
du 28 au 30 mai 2012 à Mansel Hôtel, Yaoundé	Atelier de renforcement des capacités de la société civile sur la participation citoyenne au processus électoral	Il était question pour cet atelier, de doter les participants d'outils et techniques nécessaires pour mobiliser et accroître la participation des populations au processus électoral ; Et de renforcer les capacités des participants dans la gestion des subventions allouées à leurs différentes activités.	Counterpart International Freedom House

30 Mai 2012 Mansel hôtel, Yaoundé	Forum d'échange sur le code électoral	Le forum a permis d'échanger sur : <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Les Perspectives des nouvelles opportunités pour les femmes et nouveaux défis à relever</li> <li>➤ L'Impact de la capacité des médias à fournir des informations sur le processus électoral</li> <li>➤ L'Observation de l'environnement électoral</li> <li>➤ Le Code électoral et Elecam</li> </ul>	Counterpart International
Du 18 au 21 juin 2012, Mansel Hôtel, Yaoundé	Séminaire de formations des formateurs sur l'observation électoral	Il était question d'outiller les participants sur l'observation électoral à travers une formation de 04 jours	Counterpart International et Freedom House
26 juin 2012 Cercle municipal, Yaoundé	Célébration de la 16 <sup>ème</sup> édition de la journée mondiale de soutien aux victimes de torture	cette activité avait pour but de sensibiliser l'opinion publique sur les cas et conséquences de la torture ainsi que réfléchir sur une meilleure réhabilitation des victimes.	Trauma Center-Cameroon
19 Juillet 2012 Mansel Hôtel de Yaoundé	Atelier de formation des journalistes et les OSC en nouveaux media	Cet atelier a permis d'initier les participants aux nouveaux médias tels que facebook, twitter et bien d'autres réseau internet ceci pour une utilisation future lors des élections.	Counterpart International en partenariat avec Freedom House
16 août 2012 Chambre d'Agriculture, Yaoundé	Conférence débat sur la parité homme femme	Cette conférence débat est organisé dans le cadre de la caravane de sensibilisation sur l'égalité représentativité des femmes dans les instances délibératives et de prise de décision au Cameroun	Plateforme « Ensemble pour la parité » en partenariat avec la CNDHL
23 Août 2012 à la délégation régionale du Ministère de la promotion de la Femme et de la Famille, Yaoundé	Mission explicative du devis programme 1 du PASC	Au cours de la rencontre, le contenu du programme a été exposé aux participants, ainsi que les modalités de soumission des projets. Ceci a permis aux uns et aux autres de mieux s'imprégner de l'approche et des stratégies de l'initiative, afin d'identifier leur cadre d'intervention.	PASC
23 Août 2012 à la Délégation régionale du Ministère de la promotion de la Femme et de la Famille, Yaoundé	Mission explicative du devis programme n <sup>o</sup> 1 du Programme d'Appui à la Société Civile-PASC	Cette activité s'est appesantie sur la présentation des activités des différents axes du devis programmes. Le présent devis programme est mis en œuvre dans le cadre du Programme d'Appui à la Société Civile camerounaise (PASC) financé par le Xème FED et régi par la convention de financement CM/FED/22-071 signée entre la République du Cameroun et l'Union Européenne.	PASC
Du 28 au 29 Août 2012 à l'Hôtel Mont-	L'atelier sur la formation des OSC sur « l'utilisation des standards internationaux et	Il était question de renforcer les capacités des OSC sur l'utilisation des instruments nationaux, régionaux et internationaux de	CNUDHD

Fébé, Yaoundé	<i>régionaux de protection des droits de l'homme dans l'organisation, l'observation et le suivi des élections »</i>	protection des Droits de l'Homme pour une meilleure préparation et un suivi du processus électoral fondé sur une approche Droits de l'Homme.	
21 Septembre 2012 Trinity Hôtel, Limbé	Atelier de formation sur la biométrie et le monitoring du processus électoral	Cet atelier avait un double objectif : - Outiller et renforcer les capacités des OSC et des médias sur l'enregistrement biométrique et le monitoring du processus électoral. - Encourager la société civile à mener des campagnes massives de sensibilisation pour l'enregistrement des citoyens et leur participation au vote.	LUKMEF-Cameroon, en partenariat avec Counterpart International
27 Novembre 2012 CNUDHD-AC, Yaoundé	Rencontre mensuelle du Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique Centrale avec les organisations de la société civile	Cette réunion avait pour objectif d'échanger sur des questions d'actualité dans le domaine des droits de l'Homme et de choisir les activités à mener pour le premier trimestre de 2013	CNUDHD
10 Décembre 2012 à la Chambre de Commerce, Yaoundé	Célébration de la 64ème journée internationale des droits de l'homme	La célébration avait pour but de sensibiliser les populations sur les droits humains en général, et sur le droit à la participation à la gestion des affaires publiques en particulier.	CNDHL en partenariat avec le CNUDHD/AC
27 Décembre 2012, CNUDHD-AC, Yaoundé	Rencontre Mensuelle Du Centre Des Nations Unies Pour Les Droits De L'homme Et La Démocratie En Afrique Centrale Avec Les Organisations De La Societe Civile	Il s'agissait d'une rencontre sur les échanges sur des questions d'actualité dans le domaine des droits de l'homme et de la démocratie au Cameroun et également de mener une discussion sur l'état d'avancement de la préparation des activités choisies pour le premier trimestre 2013	CNUDHD
du 28 au 29 Décembre 2012, Minjustice, Yaoundé	Atelier de validation du plan d'action national de promotion et de protection des droits de l'homme	Il s'agissait pour les participants suscités, de faire des amendements, des recommandations et/ou des propositions pouvant contribuer à l'amélioration du draft du PANPPDH proposé par la Direction des Droits de l'Homme.	Ministère de la justice

## Chapitre 2

### RENFORCEMENT DU PARTENARIAT NDH – GOUVERNEMENT

#### 1) VALIDATION DU RAPPORT DU GOUVERNEMENT SUR L'ETAT DES DROITS DE L'HOMME AU CAMEROUN EN 2011

##### **Contexte**

Chaque année le Ministère de la Justice élabore pour le compte du gouvernement un rapport sur l'état des droits de l'homme au Cameroun. Quelques organisations de la société civile parmi lesquelles NDH - participent à cet exercice.

C'est un exercice qui s'étale sur 02 jours et qui se déroule dans les locaux du Ministère de la Justice.

Les participants regroupés dans les groupes de travail formés selon les catégories de droits, doivent procéder à une lecture ligne par ligne du draft du rapport et de faire des propositions.

**Objectif** : Valider la proposition du rapport du gouvernement sur l'état des droits de l'homme

**Résultat** : Des amendements, interrogations et recommandations sont formulées.  
01 cadre de coopération avec les membres du gouvernement est établi.

#### 2) VALIDATION DU PLAN D'ACTION NATIONAL DE PROMOTION ET DE PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME (MINISTERE DE LA JUSTICE)

*MINJUS, du 28 AU 29 Décembre 2012*

A l'initiative du Ministère de la justice, la Direction des Droits de l'Homme et de la Coopération Internationale a organisé un atelier de validation technique du plan d'Action National de Promotion et de Protection des Droits de l'Homme au Cameroun(PANPPDH). Les travaux de cet atelier ont duré deux jours(les 28 et 29 Novembre 2012) et ont regroupé les représentants des organisations de la société civile, des ministères et les institutions administratives indépendantes<sup>1</sup>. Il s'est tenu dans la salle des Conférences du Ministère de la justice. Il s'agissait pour les participants suscités, de faire des amendements, des recommandations et/ou des propositions pouvant contribuer à l'amélioration du draft du PANPPDH proposé par la Direction des Droits de l'Homme. Notons que le but ultime était de doter le Cameroun de son tout premier plan national en matière de protection et de promotion de droits de l'Homme au Cameroun. Le PANPPDH est donc un document de référence en matière de droits de l'homme dans lequel il faudra se référer pour l'élaboration d'autres rapports tels que le rapport annuel du Ministère de la Justice(MINJUS) sur l'état des droits de l'Homme ,le rapport d'activités annuelles de la Commission Nationale des Droits de l'Homme et des Libertés(CNDHL), la publication des rapports sectoriels par les institutions publiques, les rapports des organisations de la société civile militant pour la défense des droits de l'homme.

##### **Leçons apprises**

Nous avons appris lors de cet atelier comment remplir le tableau de la mise en œuvre d'un programme du PANPPDH. Le MINEPAT précise que la nouvelle formulation des *axes stratégiques* c'est « la grande famille des activités ».

<sup>1</sup> La commission des droits de l'homme et des libertés, la commission nationale anti corruption etc.

### 3) SEMINAIRE SUR LA PREVENTION ET LA REPRESSON DE LA TORTURE

**Thème :** « Prévention et répression de la torture au Cameroun »

**Date :** du 24 au 26 janvier 2012

*Organisé par la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuple (CADHP) conjointement avec le gouvernement du Cameroun, l'atelier s'est tenu pendant 3 jours.*

#### 1. Résumé des activités de l'atelier

##### *Objectif*

L'objectif de cette activité était de sensibiliser les participants aux normes internationales sur l'interdiction et la prévention de la torture, en insistant particulièrement sur les Lignes directrices de Robben Island et en réfléchissant sur les implications de la ratification de l'OPCAT par le Cameroun

##### *Contenu*

Le séminaire a débuté par une cérémonie protocolaire d'ouverture présidée par le Ministre Délégué près du Ministre de la Justice Garde des Sceaux et a réuni plusieurs participants venant de secteurs divers ayant un lien avec la prévention ou la répression de la torture. Etaient ainsi représentés, le personnel des forces de sécurité (police, gendarmerie et armée), les responsables de l'administration pénitentiaire, les magistrats civils et militaires, les procureurs civils et militaires, les médecins et les fonctionnaires des Ministères de la Justice et des Relations extérieures. Pendant trois jours, les participants ont assisté à des exposés sur le cadre juridique international de l'interdiction de la torture, sur la torture dans un contexte de privation de liberté, sur les défis de l'investigation en matière de torture et sur la protection des victimes de torture.

#### 2. Leçons apprises

Au terme de cette activité, nous avons retenu qu'il existe une volonté manifeste du gouvernement camerounais de lutter contre la torture. Les experts de la CADHP espèrent d'ailleurs que d'autres pays africains suivront l'exemple du Cameroun en s'engageant auprès de la Commission africaine pour entreprendre des initiatives conjointes visant à garantir la mise en œuvre effective des Lignes directrices de Robben Island dans leurs juridictions respectives

### 4) ATELIER DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES JOURNALISTES ET DES DEFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME SUR LES NORMES INTERNATIONALES REGIONALES ET NATIONALES DES DROITS DE L'HOMME EN MATIERE DE LIBERTE DE LA PRESSE ET DE DEONTOLOGIE JOURNALISTIQUE

*Ministère de la communication, le 13 septembre 2012*

##### *Contexte*

Le secteur privé de la presse compte 212 entreprises audiovisuelles, 500 organes de presse écrite, sans oublier la presse cybernétique en pleine émergence qui pourrait avoisiner une cinquantaine de journaux en ligne. Pendant que les uns y voient une avancée, un autre courant de pensée, estime que la liberté de la presse ne saurait s'évaluer sous le seul prisme de la quantité des entreprises de

communication opérationnelle. Telles sont les bases d'un débat qui appelle un besoin de clarification des concepts, au niveau national et international, afin de disposer d'un consensus minimal autour de la question et d'avoir une compréhension commune des concepts de liberté de la presse et de déontologies journalistique. C'est cette volonté d'asseoir une base commune de compréhension des concepts sus-évoqués qui justifie l'organisation d'un séminaire sur la question.

***Objectif :***

Harmoniser la compréhension par les acteurs de la scène médiatique et les défenseurs des Droits de l'homme des normes internationales et nationales en matière de liberté de la presse et de déontologie journalistique.

***Résultats***

- Les participants disposent d'une compréhension améliorée des normes internationales et nationales en matière de liberté de la presse et de la déontologie journalistique
- Les acteurs de la scène médiatique sont aptes à produire des émissions conformes à la déontologie journalistique.

***Leçons apprises***

Il est urgent pour le Cameroun d'élaborer et d'adopter une loi sur l'accès à l'information.

**Troisième Partie:**

**PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME**

**Chapitre 1****ACCUEIL, ASSISTANCE ET ACCOMPAGNEMENT DES VICTIMES**

<b>Date d'enregistrement</b>	<b>Affaire</b>	<b>Motif</b>	<b>Obs</b>
13 janvier 2012	Ongba Ferdinand c/ Mfomo Dieudonné et Mbarga Afana Fabien	Demande d'assistance juridique aux fins de succession de Paul Mvola	
16 janvier 2012	Nganou denis c/ Maire de Yaoundé 1 <sup>er</sup>	Non assistance sociale	
26 janvier 2012	Fozeu Kwekam Felicien c/ le prénommé Richard	Abus de confiance	
03 février 2012	Famille Tefe c/ Tambo Tanda Romain	Vol de véhicule et assassinat du regretté Barthélémy Talom Tefe	
27 Février 2012	Ongba Ferdinand c/ Tchoffo Jean Bertin	Demande d'appui	
10 mai 2012	Famille du Chef Fondja Tchamba Lazare c/ Yonkeu Jean Marie	Contestation à la chefferie Bangoulap	
22 mai 2012	Bayi Moise	Demande d'assistance sociale	
19 juin 2012	Guacheussi François c/ Dieudonné Domfack, Moluh Seidou et autres	Abus d'autorité par les forces de l'ordre	
14 juin 2012	Ngombe Alphone	Demandeur d'asile	
14 juin 2012	Alphonse Ngombe Teza Moussa c/ les hauts cadres du Gouvernement du Congo démocratique	Demande d'assistance et de protection des droits humains et dénonciation	
15 juin 2012	Guacheussi François c/ Commandant Domfack de la gendarmerie du Lac	Demande d'assistance pour abus d'autorité	
11 juillet 2012	Kameni Doulié Gabriel c/ Etat du Cameroun	Demande d'indemnisation pour cause d'expropriation	
24 juillet 2012	Koulagna Nana c/ sa Majesté Aboubakar Abdoulaye	Abus de pouvoir répété	
16 août 2012	Ngono Lomo Faustin c/ Commissaire Pouda Ambomlo, Commissaire divisionnaire Ndié Nga Jean Marie, Meko Alain et autres collègues, agents de police	Demande d'assistance pour abus d'autorité et réparation du préjudice physique et moral subi	

18 août 2012	Ressortissants du village Bougnougoulouk c/ Préfet du Mbam et Inoubou	Abus de pouvoir et détentions abusives	
28 août 2012	Fopa Tatsitsa Jérémie Claude c/ Cocimecam	Demande d'assistance pour abus d'autorité et licenciement abusif	
13 septembre 2012	Agnamen Augustin	Demande d'assistance	
22 octobre 2012	Ngon à Nziem, président national de l'Union Démocrate Libéro-Humaniste (UDLH)	Requête urgente pour règlement des droits de propriété intellectuelle pour la remise de la « dette » à l'Etat du Cameroun	
24 octobre 2012	SODEPA	Demande d'appui pour débloquer la situation entravant son dossier	
07 Novembre 2012	Tchoffo Jean	Demande d'appui	
10 novembre 2012	Taboue Fotso François et autres c/ Mme Tchoungang Epse Ndjomo Marthe Delphine et autres	Demande d'assistance juridique pour la réouverture de son dossier au niveau de la Cour d'Appel du Centre	
10 décembre 2012	Lema Onomo alain Joël Fabrice	Dénonciation d'une cause de suspicion légitime	

Quatrième partie:

## **ACTIONS TRANSVERSALES**

## **Chapitre 1:**

### **NDH SOUTIENT LES DESC :**

#### **1- AGIR POUR LES JEUNES DE YAOUNDE 2**

##### **a) Contexte et justification**

Le Projet « Agir pour les jeunes de Yaoundé 2 » (AJY2) est une initiative du GIC *All Women Together (AWT)*, mise en œuvre avec la collaboration de Nouveaux droits de l'Homme, dans l'objectif de promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes au Cameroun en général et dans l'arrondissement de Yaoundé 2 en particulier.

En effet, le Cameroun présente un taux de chômage global d'environ 14%<sup>2</sup> constitué majoritairement par les jeunes. Les zones urbaines se caractérisant par la forte démographie, donnent plus d'ampleur à ce phénomène. Avec la prolifération des quartiers spontanés et l'insécurité, les jeunes sont de plus en plus confrontés à un manque d'opportunité d'emplois. C'est sous cet angle qu'AWT s'est donnée pour mission, à travers le projet « AJY2 », de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des jeunes défavorisés dans l'arrondissement de Yaoundé 2, dont la majorité des quartiers sont des bidonvilles : Briqueterie, Mokolo-elobi, Carrière et Tsinga-Elobi.

##### **b) Objectif du projet et résultats attendus**

L'objectif de ce projet est de former premièrement les jeunes défavorisés de Yaoundé 2 en petits métiers pour ensuite appuyer les bénéficiaires à la mise sur pied d'Activités Génératrices de Revenus. Il s'agit de les former à des activités génératrices de revenus qui pourront améliorer les conditions de ces jeunes défavorisés en les aidant à subvenir à leurs besoins voire contribuer aux charges familiales. Ces formations auront également un impact sur leur vie, en ce sens qu'elles permettront de réduction de la délinquance juvénile dans les localités de Yaoundé

##### **c) Activités menées**

Faisant suite à l'atelier d'imprégnation au projet, des équipes sont descendues sur le terrain pour l'étape d'information et d'inscription des jeunes dans l'arrondissement de Yaoundé 2 au projet, étape pendant laquelle des dépliants ont été distribués et des jeunes ont rempli des fiches d'inscription préalablement conçues. Un comité a ensuite été mis sur pied pour procéder à la sélection des bénéficiaires. Ces bénéficiaires ont ensuite suivi formations en petits métiers (Coiffure, Couture, Informatique et Décoration).

##### **d) Conclusion**

Après la phase des formations, ces jeunes entrepreneurs devront bénéficier de l'accompagnement technique qui leur est offert par le projet.

---

<sup>2</sup> Gildas Mouthé, *Réflexion : le chômage des jeunes : un risque majeur d'implosion sociale ?* in *L'effort camerounais*, Yaoundé, 2011, <http://www.leffortcamerounais.info/>

## 2- SENSIBILISATION SUR LES DANGERS DES MEDICAMENTS CONTREFAITS

### A) Contexte et objectif du projet

Le projet « Sensibilisation sur les dangers des médicaments contrefaits » est idée de SOLUTIONS CAMEROUN qui est né d'un constat préoccupant sur la consommation grandissante des médicaments de la rue et qui a bénéficié de l'appui de l'Ambassade des Etats-Unis.

En effet, c'est au regard de certaines pratiques médicamenteuses très dangereuses pour la santé des personnes que, *Solutions Cameroun* et *Nouveaux Droits de l'Homme Cameroun* se sont mis ensemble, pour contribuer à la réduction de la consommation des médicaments contrefaits.

### B) Activités réalisées

#### B<sub>1</sub>- Information et sensibilisation

##### ❖ Atelier stratégique de planification

Cette réunion préparatoire et stratégique consistait à imprégner les volontaires sur le projet et les objectifs à atteindre. Il était également question lors de cette réunion de valider le plan de mise en œuvre et s'accorder sur les outils de communication.

##### ❖ Campagne de sensibilisation et d'information

Dans le but de réussir cette phase du projet, des outils de sensibilisation et d'information ont été produits.

- **sketch humoristique** : Les artistes humoristes Big Mami, Safaria Et Figon Tralala ont réalisé un sketch humoristique. Ce sketch a été dupliqué en 5 exemplaires pour être remis aux stations de radios pour diffusion. Les stations RTS et TBC ont aménagé les plages spéciales pour la diffusion.
- **les affiches** ont été produites et collées dans les endroits stratégiques (carrefour, lieu de réunion des associations visitées). Messages des affiches : « les faux médicaments coûtent moins chers mais ils tuent. ».
- **Les dépliants** : ils décrivent les médicaments et donnent les caractéristiques des contrefaits d'une part et d'autre part attirent l'attention du lecteur/lectrice sur le phénomène et donnent quelques conseils pour limiter leur consommation.

#### B<sub>2</sub>- Plaidoyer pour la lutte contre les médicaments contrefais

« On ne meurt pas en portant un habit contrefait mais on meurt en consommant des faux médicaments » déclarait ainsi le directeur de l'OMS.

Ce plaidoyer avait pour objectif d'attirer l'attention des autorités publiques afin qu'elles prennent des mesures complémentaires et adaptées contre les médicaments contrefaits. Ce plaidoyer a été mené en deux temps. D'abord la conférence-débat qui a permis de mobiliser les personnes et spécialistes concernés (Ministère du commerce, pharmacien, société civile, Ministère de la santé et journalistes) et ensuite la campagne de plaidoyer auprès de plusieurs personnalités de l'Etat.

##### a- Préparation des documents de plaidoyer

Cette phase consiste à la réalisation du document de base du plaidoyer. Afin de s'assurer de la crédibilité du processus de plaidoyer engagé, nous avons tenu à confier pour la campagne du plaidoyer, la préparation du document à un consultant aux compétences avérées dans ce domaine.

### **b- La conférence-débat**

Cette conférence-débat organisée le mardi 31 juillet 2012 dans la salle de conférence de l'hôtel *Felydac* de Yaoundé, avait pour objectif de recueillir les propositions des acteurs socioéconomiques impliqués dans la problématique des médicaments contrefaits et, également de mobiliser les médias sur ce problème de santé publique afin d'amener les décideurs publics à prendre des mesures concrètes sur le phénomène. Les participants à la conférence, essentiellement constitués des journalistes, membres de la Société Civile, représentants des autorités administratives et locales, Solutions Cameroun, Nouveaux Droits de l'Homme Cameroun et des sociétés publiques et parapubliques, ont échangé sur le thème : « *Les médicaments contrefaits : un fléau à plusieurs facettes* ».

### **c- La campagne de plaidoyer**

Cette campagne a immédiatement commencé le 1<sup>er</sup> Août 2012 après la conférence thématique sur les médicaments contrefaits. Le document de plaidoyer a été déposé dans plusieurs institutions publiques, Ambassades, organisations nationales et internationales.

### **d- -Information et implication des autorités locales, administratives et gouvernementales**

Les activités dans cette rubrique ont été essentiellement axées sur la participation des pouvoirs publics au projet. Ainsi, 8 correspondances ont été adressées aux autorités locales, 6 aux membres du gouvernement.

Par la suite, les responsables du projet ont entamé des démarches pour avoir des audiences avec les différentes autorités afin de mieux échanger sur le projet et déterminer clairement les termes de partenariat.

Il s'agissait au travers des différents courriers d'informer les institutions sur les attentes du projet dans le sens de leur implication dans la prise de mesures plus efficaces pour la réglementation et l'assainissement du secteur des médicaments au Cameroun.

## **C) Résultats**

Le projet de sensibilisations des populations sur les dangers des médicaments a été une réponse à ce problème de consommation des faux médicaments.

Durant dix mois, plusieurs activités ont été réalisées: conception, impression et distribution des outils de sensibilisation (dépliants et affiches), conception et diffusion d'un spot humoristique dans les radios, causeries éducatives avec les associations de femmes, envoi d'un SMS de sensibilisation, conférence-débat sur la thématique et plaidoyer. Ces activités ont permis de sensibiliser plus de 20 000 personnes de la ville de Yaoundé et ses environs. La discussion sur la thématique « *Médicaments contrefaits : un fléau à plusieurs facettes* » de la conférence débat a contribué à soutenir la thèse que ce fléau constitue un problème de santé publique. Solutions Cameroun et Nouveaux Droits de l'Homme sont plus que jamais satisfaits des résultats de ce projet. Considérant le droit de tout être humain d'accéder aux médicaments de qualité, ils interpellent les autorités publiques et les décideurs politiques à prendre des mesures adéquates et urgentes pour protéger pour ne plus compter les victimes des médicaments contrefaits au Cameroun.

**Chapitre 2:****RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL NDH**

En vue du renforcement des capacités institutionnelles après les manquements relevés au sein de NDH, un contrat de partenariat avait été signé le 13 décembre 2011 entre *Counterpart international et NDH-Cameroun*. Ce contrat s'étendait sur une durée de 09 (neuf) mois allant de fin décembre 2011 à fin août 2012. Après signature de ce contrat, NDH s'est tout de suite attelée au renforcement des volets institutionnels relevés:

**1- Le leadership et la stratégie de gestion**

Le but recherché étant de *renforcer l'efficacité opérationnelle à travers une redéfinition des règles, procédures et politiques des différentes instances de NDH-Cameroun*, les statuts des NDH ont été amendés et un document de présentation du Conseil National est existant. De même, le plan stratégique amélioré et la procédure standard d'intérim et de remplacement du personnel sont en actuellement vigueur à NDH. Des appareils de grande nécessité pour le travail et le déroulement des activités organisées ont été acquis.

**2- Le programme de management et la qualité de contrôle**

Dans l'objectif de *doter NDH d'un programme d'administration et de contrôle de la qualité*, un manuel de formation sur la citoyenneté et l'éducation a été rédigé à l'issue de ce volet afin de faciliter désormais tout travail de formation initié par l'organisation.

**3- La gestion financière et comptable**

Afin de *renforcer le système de gestion financière et comptable de l'organisation*, nous avons actualisé le manuel de procédures administrative et comptable et le personnel a été formé à l'usage de ce manuel. Dans le même ordre d'idée, une liste de dépenses autorisées ou non autorisées ainsi qu'un mécanisme de suivi des dépenses par projet et par lignes budgétaires ont été mis en place.

**4- La durabilité financière**

Pour *développer une stratégie garantissant l'auto portance financière à travers des activités génératrices de revenus et surtout une bonne stratégie de fundraising*, un manuel de rédaction des propositions de projet a été conçu et une séance de formation sur le fundraising a été organisé dans les locaux de NDH.

**5- Les ressources humaines et matérielles**

L'objet étant ici de *réorganiser la documentation concernant la politique de gestion et de sécurisation des ressources de l'organisation*, la procédure d'enregistrement du personnel à la CNPS a été lancée. Malheureusement, elle s'est vu interrompre car parmi les documents exigés, il était nécessaire d'y joindre la carte de contribuable dont nous ne disposons pas puisqu'étant une Organisation Non Gouvernemental à but non lucratif. Après moult entretien avec les responsables de la CNPS, nous attendons toujours la suite. En ce qui concerne les ressources matérielles, elles ont été répertoriées, étiquetées et un manuel d'utilisation établie.

**6- Les relations externes**

Dans le but de *développer un programme communicationnel qui assure et garantit une meilleure lisibilité des actions de NDH et de l'institution elle-même*, le website a été actualisé. De même, un protocole de communication avec les médias a été élaboré et la brochure intitulé « NDH : 15 ans au service du Cameroun » produite. Ce volet institutionnel a également permis à NDH d'acquérir une caméra et un appareil photo qui serviront dans l'organisation de ses activités.

En définitive, ce projet de renforcement institutionnel appuyé par USAID a été d'une importante capitale pour NDH, en ce sens qu'elle lui a permis de réorganiser plusieurs aspects de l'organisation.

### Chapitre 3:

## ADMISSION DES ETUDIANTS EN STAGE ACADEMIQUE A NDH-CAMEROUN.

Comme au cours des années précédentes, nous avons accueilli les étudiants sollicitant des stages académiques à NDH. Nous avons ainsi pu accorder seulement 03 places sur 10 demandes reçues, vu le nombre limité de places offertes et conditions d'admission. Il s'agissait en général des étudiants de 4<sup>ème</sup> année et ceux issus des centres de formation professionnelle.

### Listes des bénéficiaires

1. Monsieur **Mabgué Pierre**, Cycle de Formation Professionnelle Approfondie, Filière Démocratie, Centre International de Formation Appliquée en Démocratie, Développement, Ethique et Gouvernance (CIFADDEG) ;
2. Monsieur **Noua Ndé Edgard**, master 1 Droit de l'homme et Action Humanitaire, Université Catholique d'Afrique Centrale ;
3. Mademoiselle **Magaing Nelly Valérie**, Recherche en Théories et pluralismes juridiques, Université de Yaoundé 2-Soa;